



CONSEIL D'ÉTAT  
section de législation

RAAD VAN STATE  
afdeling Wetgeving

avis 68.647/4  
du 8 février 2021

advies 68.647/4  
van 8 februari 2021

sur

over

un projet d'arrêté du  
Gouvernement de la Région de  
Bruxelles-Capitale 'relatif à la  
formation des conducteurs de  
véhicules des catégories C1,  
C1+E, C, C+E, D1, D1+E, D,  
D+E en vue de l'obtention du  
permis de conduire ces  
véhicules'

een ontwerp van besluit van de  
Brusselse Hoofdstedelijke  
Regering 'betreffende de  
opleiding van bestuurders van  
voertuigen van categorieën C1,  
C1+E, C, C+E, D1, D1+E, D,  
D+E om er het rijbewijs voor  
te verwerven'

Le 8 janvier 2021, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée de la Mobilité, des Travaux publics et de la Sécurité routière à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'relatif à la formation des conducteurs de véhicules des catégories C1, C1+E, C, C+E, D1, D1+E, D, D+E en vue de l'obtention du permis de conduire ces véhicules'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 8 février 2021. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Luc CAMBIER et Bernard BLERO, conseillers d'État, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Yves CHAUFFOUREAUX, premier auditeur et Aurore PERCY, auditeur adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 8 février 2021.

\*

Op 8 januari 2021 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met mobiliteit, openbare werken en verkeersveiligheid verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering 'betreffende de opleiding van bestuurders van voertuigen van categorieën C1, C1+E, C, C+E, D1, D1+E, D, D+E om er het rijbewijs voor te verwerven'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 8 februari 2021. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Luc CAMBIER en Bernard BLERO, staatsraden, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Yves CHAUFFOUREAUX, eerste auditeur en Aurore PERCY, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 8 februari 2021.

\*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

### FORMALITÉS PRÉALABLES

1. En ce qu'il vise notamment à fixer le montant de différentes redevances, le projet ne peut être considéré comme étant sans incidence budgétaire. Il doit donc être soumis à l'avis de l'Inspecteur des Finances et à l'accord du Ministre du Budget.

Le préambule du projet sera complété par deux alinéas consacrés au visa de l'accomplissement de ces formalités préalables.

2. L'article 36, paragraphe 4, du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 'relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)', combiné avec l'article 57, paragraphe 1, c), et le considérant 96 de ce règlement, prévoit une obligation de consulter l'autorité de contrôle, en l'occurrence l'Autorité de protection des données visée dans la loi du 3 décembre 2017 'portant création de l'Autorité de protection des données', dans le cadre de l'élaboration d'une proposition de mesure législative devant être adoptée par un parlement national, ou d'une mesure réglementaire fondée sur une telle mesure législative, qui se rapporte au traitement.

Le projet examiné implique des traitements de données à caractère personnel, concernant notamment les participants aux cours de formation continue (article 40, § 2), les instructeurs dispensant ces formations dans les centres de formation agréés ainsi que le directeur (article 44 (nouveau), § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>), et les conducteurs qui demandent une carte de qualification (article 48).

L'avis de l'Autorité de protection des données doit par conséquent être recueilli.

L'accomplissement de cette formalité préalable sera également visé au préambule.

3. Si l'accomplissement de cette formalité obligatoire devait encore donner lieu à des modifications du texte soumis à la section de législation, les dispositions modifiées ou ajoutées devront lui être soumises à nouveau, conformément à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, des lois 'sur le Conseil d'État'.

## EXAMEN DU PROJET

### PRÉAMBULE

1. Les alinéas 1<sup>er</sup> et 2, consacrés respectivement au visa de l'article 6, § 1<sup>er</sup>, XII, 6°, de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles', et de l'article 4 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 'relative aux institutions bruxelloises', seront remplacés par le visa des dispositions légales procurant un fondement juridique au projet, à savoir :

– Les articles 23 et 27 de la loi 'relative à la police de la circulation routière', coordonnée le 16 mars 1968, qui prévoient différentes habilitations en matière de formation à la conduite et de redevances ;

– l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 18 février 1969 'relative aux mesures d'exécution des traités et actes internationaux en matière de transport par mer, par route, par chemin de fer ou par voie navigable', pour les dispositions du projet qui relèvent de la compétence des régions en matière d'accès à la profession <sup>1</sup>.

2. L'alinéa 3, consacré au visa de la directive (UE) 2018/645 du Parlement européen et du Conseil du 18 avril 2018 'modifiant la directive 2003/59/CE relative à la qualification initiale et à la formation continue des conducteurs de certains véhicules routiers affectés aux transports de marchandises ou de voyageurs ainsi que la directive 2006/126/CE relative au permis de conduire', sera également omis.

La transposition partielle de cette directive est en effet déjà mentionnée à l'article 1<sup>er</sup> du projet, conformément aux principes de technique législative.

3. Un nouvel alinéa 3, consacré au visa de l'arrêté royal du 4 mai 2007 'relatif au permis de conduire, à l'aptitude professionnelle et à la formation continue des conducteurs de véhicules des catégories C1, C1+E, C, C+E, D1, D1+E, D, D+E', que l'article 58 du projet vise à abroger partiellement, sera, par contre, inséré dans le préambule.

### DISPOSITIF

#### Titre I<sup>er</sup> – Champ d'application

Le titre I<sup>er</sup> sera intitulé « Dispositions générales », le titre I<sup>er</sup> ne comportant pas de disposition relative au champ d'application de l'arrêté en projet.

---

<sup>1</sup> Voir l'avis n° 67.690/2/V donné le 5 août 2020 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 septembre 2020 'modifiant l'arrêté royal du 4 mai 2007 relatif au permis de conduire, à l'aptitude professionnelle et à la formation continue des conducteurs de véhicules des catégories C1, C1+E, C, C+E, D1, D1+E, D, D+E', <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/67690.pdf>.

### Article 1<sup>er</sup>

L'article 1<sup>er</sup> sera complété par la mention de l'ensemble des directives modificatives de la directive 2003/59/CE.

Dans la version néerlandaise, il y a lieu de remplacer les mots « dit besluit » par les mots « het huidige besluit ». Cette observation vaut pour la suite du dispositif.

### Article 2

1. Le 2° sera omis, le projet d'arrêté utilisant dans la suite du dispositif l'expression « arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire ».

2. Le mot « Ministre » est défini de manière différente, d'une part au 3° et, d'autre part, au 34°.

Le dispositif sera revu pour remédier à cette incohérence.

3. Au 26°, consacré à la définition des mots « formation continue », le renvoi à l'annexe 1, section 5, de l'arrêté royal du 4 mai 2007, sera corrigé <sup>2</sup>.

Cette définition comprend en outre différents éléments normatifs qu'il y a lieu de faire figurer dans les dispositions du titre IV – La formation continue.

4. Au 28°, il sera fait référence aux dispositions du titre III, sans mentionner le chapitre 2, la structure de l'arrêté en projet différant ici de celle de l'arrêté royal du 4 mai 2007.

5. Au 31°, il convient de faire référence au dispositif de droit interne qui a transposé l'annexe mentionnée <sup>3</sup>.

### Article 4

1. Au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, les mots « et des forces responsables du maintien de l'ordre public » seront remplacés par les mots « , des forces responsables du maintien de l'ordre public et des services de transport d'urgence en ambulance », afin d'assurer une correcte transposition de l'article 2, paragraphe 1<sup>er</sup>, b), de la directive 2003/59/CE du Parlement et du Conseil du 15 juillet 2003 'relative à la qualification initiale et à la formation continue des

---

<sup>2</sup> Il peut d'ailleurs être relevé qu'une définition similaire ne figure pas à l'article 2 de l'arrêté royal du 4 mai 2007, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement flamand du 17 juillet 2020 'modifiant diverses dispositions de l'arrêté royal du 4 mai 2007 relatif au permis de conduire, à l'aptitude professionnelle et à la formation continue des conducteurs de véhicules des catégories C1, C1+E, C, C+E, D1, D1+E, D, D+E', ni de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 septembre 2020 'modifiant l'arrêté royal du 4 mai 2007 relatif au permis de conduire, à l'aptitude professionnelle et à la formation continue des conducteurs de véhicules des catégories C1, C1+E, C, C+E, D1, D1+E, D, D+E'.

<sup>3</sup> Comparer avec l'article 1<sup>er</sup>, 34°, de l'arrêté royal du 4 mai 2007.

conducteurs de certains véhicules routiers affectés aux transports de marchandises ou de voyageurs, modifiant le règlement (CEE) n° 3820/85 du Conseil ainsi que la directive 91/439/CEE du Conseil et abrogeant la directive 76/914/CEE du Conseil', tel que remplacé par la directive (UE) 2018/645 <sup>4</sup>.

2. Le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 6°, se borne à reproduire l'article 2, paragraphe 1<sup>er</sup>, f), de la directive 2003/59/CE, sans en assurer la transposition. Cette disposition faisant double emploi avec l'article 4, § 3, du projet, elle sera omise.

3. Le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2, dispose :

« Dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, on entend par 'activité principale' : 30 % ou plus du temps de travail mensuel ».

Dans son avis n° 67.548/3 donné le 7 juillet 2020 sur le projet devenu l'arrêté du Gouvernement flamand du 17 juillet 2020 <sup>5</sup>, la section de législation a, à propos d'une disposition similaire, formulé l'observation suivante :

« [Traduction libre]

9.1. L'article 4, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°/1, 6° et 7°, en projet, de l'arrêté royal du 4 mai 2007 (article 4, 2°, 5° et 6°, du projet) prévoit un certain nombre d'exemptions supplémentaires de l'exigence d'aptitude professionnelle pour les conducteurs pour lesquels la conduite d'un véhicule n'est pas l'activité principale. Ces dispositions transposent l'article 2, paragraphe 1, d) et h), et paragraphe 3, de la directive 2003/59/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 juillet 2003 'relative à la qualification initiale et à la formation continue des conducteurs de certains véhicules routiers affectés aux transports de marchandises ou de voyageurs, modifiant le règlement (CEE) n° 3820/85 du Conseil ainsi que la directive 91/439/CEE du Conseil et abrogeant la directive 76/914/CEE du Conseil'.

9.2. L'article 4, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, en projet, du même arrêté royal (article 4, 7°, du projet) y ajoute, qu'au premier alinéa de cette disposition, on entend par 'activité principale : 30 % ou plus du temps de travail mensuel'. Une telle précision ne figure pas dans les dispositions précitées de la directive 2003/59/CE.

La note au Gouvernement flamand précise ce qui suit à ce propos :

'Dans le projet d'arrêté, la notion d'activité principale' est définie comme représentant '30 % ou plus du temps de travail mensuel' conformément la définition qui y est donnée dans les considérants de la directive 2018/645'.

9.3. Le considérant 6 de la directive (UE) 2018/645 s'énonce en effet comme suit :

'En vue de garantir la sécurité et la cohérence avec d'autres actes de l'Union, il convient d'apporter un certain nombre de modifications aux exemptions prévues par la

<sup>4</sup> Comparer avec l'article 4, § 1<sup>er</sup>, 2°, de l'arrêté royal du 4 mai 2007, tel que modifié par l'arrêté royal du 30 avril 2020 'transposant partiellement la directive 2018/645 du Parlement Européen et du Conseil du 18 avril 2018 modifiant la directive 2003/59/CE relative à la qualification initiale et à la formation continue des conducteurs de certains véhicules routiers affectés aux transports de marchandises ou de voyageurs ainsi que la directive 2006/126/CE relative au permis de conduire', par l'arrêté du Gouvernement flamand du 17 juillet 2020 'modifiant diverses dispositions de l'arrêté royal du 4 mai 2007 relatif au permis de conduire, à l'aptitude professionnelle et à la formation continue des conducteurs de véhicules des catégories C1, C1+E, C, C+E, D1, D1+E, D, D+E' ou par l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 septembre 2020.

<sup>5</sup> Avis n° 67.548/3, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/67548.pdf>.

directive 2003/59/CE, en prenant en considération des exemptions similaires au titre du règlement (CE) n° 561/2006 du Parlement européen et du Conseil<sup>6</sup>. Certaines de ces exemptions concernent des situations où la conduite ne constitue pas l'activité principale du conducteur et dans lesquelles exiger des conducteurs de satisfaire aux exigences de la directive 2003/59/CE leur imposerait une charge disproportionnée. Lorsque la conduite occupe moins de 30 % du temps de travail sur un mois glissant, elle est généralement considérée comme ne constituant pas l'activité principale du conducteur'.

Il faut toutefois constater que, bien que le considérant cité mentionne le pourcentage de 30 %, le mot 'généralement' paraît suggérer que, dans certains cas, il n'est pas exclu que l'activité d'un conducteur pour lequel la conduite d'un véhicule occupe plus de 30 % du temps de travail mensuel, ne soit pour autant pas considérée comme activité principale de celui-ci. En outre, comme déjà mentionné, ce pourcentage ne figure que dans le considérant cité, mais pas dans l'article 2 de la directive 2003/59/CE.

En conséquence, il paraît indiqué d'omettre l'article 4, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, en projet, de l'arrêté royal du 7 mai 2004 ou, à tout le moins, de prévoir la possibilité pour les conducteurs qui excèdent le pourcentage de 30 % de temps de travail mensuel, de démontrer que la conduite d'un véhicule ne peut pas être considérée comme leur activité principale ».

Cette observation vaut également pour l'article 4, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2.

3. La numérotation des paragraphes de l'article 4 sera revue, ce dernier comprenant deux paragraphes 2.

4. Au paragraphe 2 (lire paragraphe 3), alinéa 2, les mots « à l'intérieur du Royaume » seront remplacés par les mots « sur le territoire de la Région », comme c'est déjà le cas à l'alinéa 1<sup>er</sup> du même paragraphe.

### Article 6

Au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, les références faites aux subdivisions de l'article 5 seront corrigées, la numérotation des subdivisions de ce dernier ayant été modifiée par rapport à celle de l'article 5 de l'arrêté royal du 4 mai 2007.

Cette observation vaut également pour l'article 8, § 4, et pour l'article 12 du projet.

### Article 7

Au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2, les mots « visé à l'article 6, paragraphe 2 » seront omis, ceux-ci résultant de la reproduction de l'article 5, paragraphe 3, b), de la directive 2003/59/CE.

---

<sup>6</sup> Note de bas de page n° 16 de l'avis cité : Note de bas de page 5 du règlement cité : Règlement (CE) n° 561/2006 du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2006 'relatif à l'harmonisation de certaines dispositions de la législation sociale dans le domaine des transports par route, modification les règlements (CEE) n° 3821/85 et (CE) n° 2135/98 du Conseil et abrogeant le règlement (CEE) n° 3820/85 du Conseil' (JO L 102 du 11.4.2006, p. 1).

## Article 8

1. Le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, dispose que le code 95, suivi de la date d'échéance du certificat d'aptitude professionnelle, est apposé sur le permis de conduire, derrière la catégorie de permis de conduire pour laquelle l'aptitude professionnelle est valable.

Dans l'avis n° 67.548/3, la section de législation a observé :

« [Traduction libre]

4.1. Les articles 6 et 7, 1<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup>, du projet ont pour objet de prévoir que le code 95 est apposé, notamment sur le permis de conduire, en guise de preuve de l'aptitude professionnelle.

Dans l'avis 57.371/VR/3, précité, le Conseil d'État a toutefois observé que 'la réglementation du permis de conduire elle-même est restée une compétence fédérale. Dans le cadre de cette compétence, il appartient à l'autorité fédérale de déterminer ce qui est mentionné sur le permis de conduire. Dans la mesure où l'article 8, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, et § 2, 1<sup>o</sup>, de l'arrêté royal du 4 mai 2007 prévoit que le code communautaire 95 est apposé sur le permis de conduire par l'autorité visée à l'article 7 de l'arrêté royal du 23 mars 1998 'relatif aux permis de conduire'<sup>7</sup>, cette disposition règle une matière qui relève de la compétence fédérale. Contrairement à ce que le délégué semble supposer, les régions n'ont pas le pouvoir de réglementer l'apposition de codes sur le permis de conduire<sup>8</sup>».

Cette observation vaut pour l'article 8, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, et § 2, 1<sup>o</sup>, ainsi que pour l'article 10, §§ 1<sup>er</sup> et 2.

2. L'article 8, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, dispose que le modèle de la carte de qualification de conducteur est déterminé par le ministre ou son délégué. Or, le modèle de cette carte figure en annexe du projet.

La disposition sera revue sur ce point.

---

<sup>7</sup> Note de bas de page n° 3 de l'avis cité : Note de bas de page 37 de l'avis cité : Cette disposition s'énonce comme suit : « Le permis de conduire provisoire modèle 3 est conforme au modèle qui figure à l'annexe 2.

Le permis de conduire provisoire est délivré :

1<sup>o</sup> aux personnes visées à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup>, b) et c), par le bourgmestre, ou son délégué, de la commune où le requérant est inscrit ou mentionné dans le registre de la population, le registre des étrangers ou le registre d'attente;

2<sup>o</sup> aux personnes visées à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup> par le bourgmestre de la commune, ou son délégué, qui a délivré l'annexe 33 ;

3<sup>o</sup> aux personnes visées à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, a), par le Ministre des Affaires étrangères ou son délégué ;

4<sup>o</sup> aux personnes visées à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, par le bourgmestre ou son délégué, de la commune où est situé l'établissement d'enseignement belge dans lequel le requérant est inscrit.

(...) ».

<sup>8</sup> Note de bas de page n° 4 de l'avis cité : Avis C.E. 57.371/VR/3 du 15 juin 2015, observation 17.4.

### Articles 9, 15, 46 et 54

Aux articles 9, § 4, alinéa 2, et 54, § 3, alinéas 2 et 3, il est recouru, dans la formule d'indexation, à l'indice santé tandis que les articles 15, § 4, alinéa 2, et 46, § 4 (lire : § 3)<sup>9</sup>, font référence à l'indice des prix à la consommation.

La section de législation n'aperçoit pas quelles sont les raisons qui peuvent expliquer cette différence. Ces dispositions seront réexaminées.

### Article 18

Au paragraphe 1<sup>er</sup>, 5°, les mots « le Service public fédéral Mobilité et Transports » seront remplacés par l'identification du service régional compétent.

Les termes « § 1<sup>er</sup> » seront, en outre, insérés au début de l'article 18.

### Article 21

1. Il convient de rétablir la cohérence entre les paragraphes 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup> (examen théorique) et 2, alinéa 1<sup>er</sup> (examen pratique), pour ce qui concerne la mention de la langue allemande.

2. Dans la première phrase du paragraphe 2, alinéa 2, les mots « examen théorique » seront remplacés par les mots « examen pratique »<sup>10</sup>.

Dans la deuxième phrase du même alinéa, la mention de l'arrêté du Gouvernement flamand du 15 janvier 2016 'établissant les règles coordinatrices pour le bureau central de l'interprétation pour les domaines politiques de l'Enseignement et du Bien-Être, de la Santé publique et de la Famille', sera omise.

### Article 29

Au paragraphe 2, deuxième phrase, dans la version française, le mot « place » sera inséré après le verbe « prendre ».

<sup>9</sup> Quant aux subdivisions de cette disposition, il est renvoyé à l'observation formulée sous l'article 46.

<sup>10</sup> Comparer avec l'article 27, § 2, alinéa 2, de l'arrêté royal du 4 mai 2007, tel que remplacé par l'arrêté du Gouvernement flamand du 20 janvier 2020 'modifiant l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire, l'arrêté royal du 10 juillet 2006 relatif au permis de conduire pour les véhicules de catégorie B et l'arrêté royal du 4 mai 2007 relatif au permis de conduire, à l'aptitude professionnelle et à la formation continue des conducteurs de véhicules des catégories C1, C1+E, C, C+E, D1, D1+E, D, D+E'.

### Article 36

Au paragraphe 3, alinéas 1<sup>er</sup>, 2, 3 et 4, le renvoi à l'article 30, § 1<sup>er</sup>, 2°, sera remplacé par un renvoi à l'article 37, § 1<sup>er</sup>, 2°<sup>11</sup>.

### Article 37

1. Au paragraphe 5, les mots « Dans le cas visé à l'article 38 du présent arrêté, » seront remplacés par les mots « Dans le cas visé à l'article 39 du présent arrêté, »<sup>12</sup>.

2. Dans son avis n° 62.818/4 donné le 7 février 2018 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 mars 2018 'relatif à la formation à la conduite et à l'examen de conduite pour la catégorie de véhicules à moteur B et à certains aspects pour toutes les catégories de véhicules à moteur', la section de législation a formulé l'observation suivante à propos de l'article 3.2.12 :

« 2. La dernière phrase du paragraphe 5 énonce :

‘Dans le cas visé à l'article 4.1.3, § 1<sup>er</sup>, la mention de réussite à l'examen pratique est portée sur la demande de permis de conduire par l'autorité visée à l'article 7 de l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire’.

Le cas visé à l'article 4.1.3, § 1<sup>er</sup>, est celui dans lequel la commission de recours décide que le candidat a réussi l'examen, sur la base du rapport du fonctionnaire du service public régional de Bruxelles Mobilité.

Il convient de relever que l'autorité visée à l'article 7 de l'arrêté royal du 23 mars 1998 pourrait être le bourgmestre d'une commune située dans une autre région ou son délégué<sup>13</sup>, ainsi que le Ministre fédéral des Affaires étrangères<sup>14</sup>, auxquels il n'appartient pas à l'auteur du projet d'imposer l'obligation en question.

Le paragraphe 5 doit dès lors être revu pour imposer cette obligation à une personne pour laquelle son auteur est compétent. Ce pourrait, par exemple, être le fonctionnaire du service public régional de Bruxelles Mobilité ».

Cette observation vaut également pour l'article 37, § 5.

### Article 39

L'article 39 – qui réfère aux articles 47 et 61 de l'arrêté royal du 23 mars 1998 – organise une procédure de recours en cas d'échec à l'examen pratique, similaire à celle prévue à l'article 44 de l'arrêté royal du 4 mai 2007.

<sup>11</sup> Comparer avec l'article 36, § 2, du projet, et l'article 41/1, § 3, de l'arrêté royal du 4 mai 2007.

<sup>12</sup> Comparer avec l'article 42, § 5, de l'arrêté royal du 4 mai 2007, qui se réfère à l'article 44 du même arrêté.

<sup>13</sup> Note de bas de page n° 11 de l'avis cité : Compte tenu du libre choix consacré par l'article 6, § 1<sup>er</sup>, XII, 6°, L.S.R.I.

<sup>14</sup> Note de bas de page n° 12 de l'avis cité : Voir l'article 7, alinéa 2, 3°, de l'arrêté royal du 23 mars 1998.

Or, les articles 47 et 61, alinéa 1<sup>er</sup>, 8°, de l'arrêté royal du 23 mars 1998, ont été abrogés par l'article 8.2 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 mars 2018.

Il convient dès lors de se référer, dans la disposition examinée, aux dispositions de l'arrêté du Gouvernement du 29 mars 2018 relatives aux recours contre les décisions d'échec à l'examen pratique.

La disposition sera revue en conséquence.

#### Article 40

Le paragraphe 2, alinéa 2, sera revu, en tant que l'article 75 de l'arrêté royal du 23 mars 1998 auquel il réfère, a été abrogé par l'arrêté royal du 18 novembre 2011 'relatif à la banque-carrefour des permis de conduire'.

#### Article 41

À l'alinéa 1<sup>er</sup>, la section de législation n'aperçoit pas la portée des mots « Conformément à l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire, ».

Ceux-ci seront omis <sup>15</sup>.

#### Article 43

Le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, renvoie, pour ce qui concerne l'infrastructure et les matériaux pédagogiques dont les centres de formation agréés organisant la formation continue doivent disposer, à l'annexe « au présent arrêté ».

Le projet ne comporte cependant qu'une seule annexe, à savoir celle relative au modèle de carte de qualification de conducteur. Dès lors, soit l'arrêté sera pourvu d'une seconde annexe, soit la disposition sera revue.

#### Article 44 (nouveau)

L'article 43 comporte quatre paragraphes dont le deuxième alinéa débutant par les mots « Sur simple demande... » constitue en réalité l'article 44 du projet.

La numérotation des articles subséquents sera revue ainsi que toutes les références internes qu'ils comportent.

---

<sup>15</sup> Comparer avec l'article 45/1, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 4 mai 2007, inséré par l'arrêté du Gouvernement flamand du 17 juillet 2020.

#### Titre IV – Contrôle et redevances

Le (second) « titre IV– Contrôle et redevances » sera renuméroté « Titre V ».

#### Article 46

Le paragraphe 4 sera renuméroté « § 3 » dont l'alinéa 2 sera l'alinéa 2 du paragraphe 2.

#### Article 50

1. À l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, il convient de faire référence au titre V, au lieu du titre VI.
2. L'alinéa 2 reproduit l'article 6 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

Il n'y a pas lieu de répéter ou de paraphraser des règles qui se trouvent déjà dans un règlement européen. Un règlement européen, étant suffisamment précis et complet par lui-même, est en effet directement applicable dans l'ordre juridique interne et ne nécessite pas de transposition<sup>16</sup>.

Il sera dès lors omis.

Cette observation vaut, *mutatis mutandis*, pour l'article 53, alinéas 1<sup>er</sup> et 3, du projet.

#### Titre V – Dispositions transitoires, abrogatoires et finales

Le « titre V – Dispositions transitoires, abrogatoires et finales » sera renuméroté « titre VI ».

#### Article 52

L'article 52 reproduit la disposition transitoire figurant à l'article 74*bis*/1 de l'arrêté royal du 4 mai 2007, inséré par l'arrêté royal du 15 novembre 2013.

Compte tenu de la durée de validité des permis provisoires et réussites d'examens concernés, la section de législation n'aperçoit pas l'utilité du maintien de cette disposition transitoire.

Sauf à l'auteur du projet à pouvoir justifier de son utilité, cet article sera omis.

<sup>16</sup> Voir en ce sens *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, [www.raadvst-consetat.be](http://www.raadvst-consetat.be), onglet « Technique législative », recommandation n° 182.

### Article 53

La disposition énoncée à l'alinéa 2 est incomplète. Elle sera revue.

### Article 54

1. L'article 54 fixe le montant des redevances dues pour les examens prévus par l'arrêté en projet. Cette disposition trouverait mieux sa place dans le chapitre II « Redevances » du titre V.
2. Les renvois internes opérés vers les dispositions du projet traitant des différents types d'examens comportent de nombreuses erreurs et seront soigneusement revus.

### Article 56

1. L'article 56 reproduit la disposition transitoire insérée à l'article 76/1 de l'arrêté royal du 4 mai 2007 par l'article 14 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 17 juillet 2020.

Cette disposition transitoire sera revue afin d'y viser les cartes de qualification de conducteur délivrées avant la date d'entrée en vigueur de l'arrêté en projet <sup>17</sup>.

2. L'auteur du projet examinera si une disposition transitoire similaire ne doit pas être prévue au bénéfice des centres de formation déjà agréés conformément aux articles 46 et suivants de l'arrêté royal du 4 mai 2007.

### Article 57

1. Les mots « Pour l'application de l'article 40, alinéas 2 et 3, » et les mots « visées à l'article 40, alinéa 1<sup>er</sup>, » seront respectivement remplacés par les mots « Pour l'application de l'article 41, alinéas 2 et 3, » et les mots « visées à l'article 41, alinéa 1<sup>er</sup>, ».
2. Les mots « à partir de la date d'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du XXX modifiant l'arrêté royal du 4 mai 2007 relatif au permis de conduire, à l'aptitude professionnelle et à la formation continue des conducteurs de véhicules des catégories C1, C1+E, C, C+E, D1, D1+E, D, D+E » seront également remplacés par les mots « à partir de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté ».

---

<sup>17</sup> L'arrêté du Gouvernement wallon du 10 septembre 2020 comprend également une disposition transitoire similaire.

### Article 58

L'article 58 dispose :

« L'arrêté royal du 4 mai 2007 relatif au permis de conduire, à l'aptitude professionnelle et à la formation continue des conducteurs de véhicules des catégories C1, C1+E, C, C+E, D1, D1+E, D D+E est, à l'exception des dispositions non remplacées par le présent arrêté, et pour ce qui concerne la Région de Bruxelles-Capitale, abrogé ».

L'arrêté en projet renvoie en outre, dans plusieurs de ses articles, aux annexes de cet arrêté royal.

Une telle disposition, qui est cause d'insécurité juridique <sup>18</sup>, n'est pas admissible. Il revient en effet à l'auteur du projet soit, s'il décide d'abroger les dispositions de l'arrêté royal du 4 mai 2007, qui relèvent de la compétence de la Région de Bruxelles-Capitale, de lui substituer un nouveau dispositif réglementaire complet, soit d'apporter à la réglementation actuelle les adaptations que commande l'évolution de cette matière, en procédant par voie de modification de l'arrêté royal du 4 mai 2007, à l'instar de la solution retenue par les Régions flamande et wallonne <sup>19</sup>.

Le projet examiné se limitant, pour la majorité de ses dispositions, à la reproduction des articles de l'arrêté royal du 4 mai 2007, la seconde option est recommandée.

### Article 59

L'article 59 dispose que l'arrêté en projet entre en vigueur le lendemain de sa publication au *Moniteur belge*.

À moins d'une raison spécifique justifiant une dérogation au délai usuel d'entrée en vigueur, fixé par l'article 39, alinéa 3, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 'relative aux Institutions bruxelloises', il y a lieu de renoncer, en principe, à l'entrée en vigueur immédiate afin d'accorder à chacun un délai raisonnable pour prendre connaissance des nouvelles règles.

### OBSERVATION FINALE

Un article exécutoire sera ajouté à la fin du dispositif.

\*

---

<sup>18</sup> Il est notamment renvoyé, sur ce point, à l'observation formulée à propos de l'article 8 du projet.

<sup>19</sup> Voir les arrêtés du Gouvernement flamand du 17 juillet 2020 et du Gouvernement wallon du 10 septembre 2020.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

### VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

1. In zoverre het ontwerp er onder meer toe strekt het bedrag van verschillende vergoedingen vast te stellen, kan het niet worden geacht geen budgettaire weerslag te hebben. Het moet dus voor advies aan de inspecteur van Financiën en voor akkoordbevinding aan de minister van Begroting worden voorgelegd.

De aanhef van het ontwerp moet worden aangevuld met twee nieuwe leden die naar de vervulling van die voorafgaande vormvereisten verwijzen.

2. Artikel 36, lid 4, van verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming)’, gelezen in samenhang met artikel 57, lid 1, c), en overweging 96 van die verordening, voorziet in een verplichting om de toezichthoudende autoriteit, in dit geval de Gegevensbeschermingsautoriteit bedoeld in de wet van 3 december 2017 ‘tot oprichting van de Gegevensbeschermingsautoriteit’, te raadplegen bij het opstellen van een voorstel voor een door een nationaal parlement vast te stellen wetgevingsmaatregel, of een daarop gebaseerde regelgevingsmaatregel in verband met verwerking.

Het voorliggende ontwerp houdt in dat persoonsgegevens worden verwerkt, met name betreffende de deelnemers aan de nascholing (artikel 40, § 2), de instructeurs die die opleidingen verstrekken in de erkende opleidingscentra alsook de directeur ((nieuw) artikel 44, § 1, 2°), en de bestuurders die een kwalificatiekaart aanvragen (artikel 48).

Bijgevolg moet het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit worden ingewonnen.

In de aanhef van het ontwerp moet vervolgens ook worden vermeld dat dit voorafgaande vormvereiste vervuld is.

3. Als de tekst die voor advies aan de afdeling Wetgeving is voorgelegd, ten gevolge van de vervulling van dat verplichte vormvereiste nog zou worden gewijzigd, moeten de gewijzigde of toegevoegde bepalingen opnieuw aan de afdeling Wetgeving worden voorgelegd, overeenkomstig artikel 3, § 1, eerste lid, van de wetten ‘op de Raad van State’.

## ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

### AANHEF

1. Het eerste en het tweede lid, waarin respectievelijk verwezen wordt naar artikel 6, § 1, XII, 6°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 ‘tot hervorming der instellingen’ en artikel 4 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 ‘met betrekking tot de Brusselse Instellingen’, moeten worden vervangen door verwijzingen naar de wetsbepalingen die het ontwerp rechtsgrond verlenen, te weten:

- de artikelen 23 en 27 van de wet ‘betreffende de politie over het wegverkeer’, gecoördineerd op 16 maart 1968, die in verschillende machtigingen betreffende de rijopleiding en retributies voorzien;

- artikel 1, eerste lid, van de wet van 18 februari 1969 ‘betreffende de maatregelen ter uitvoering van de internationale verdragen en akten inzake vervoer over zee, over de weg, de spoorweg of de waterweg’, voor de bepalingen van het ontwerp die onder de gewestbevoegdheid inzake de toegang tot het beroep vallen.<sup>1</sup>

2. Het derde lid, waarin verwezen wordt naar richtlijn (EU) 2018/645 van het Europees Parlement en de Raad van 18 april 2018 ‘tot wijziging van richtlijn 2003/59/EG betreffende de vakbekwaamheid en de opleiding en nascholing van bestuurders van bepaalde voor goederen- en personenvervoer over de weg bestemde voertuigen en richtlijn 2006/126/EG betreffende het rijbewijs’, moet ook worden weggelaten.

Dat die richtlijn gedeeltelijk wordt omgezet, wordt namelijk al in artikel 1 van het ontwerp vermeld, in overeenstemming met de beginselen van de wetgevingstechniek.

3. Daarentegen moet in de aanhef een nieuw derde lid worden ingevoegd waarin wordt verwezen naar het koninklijk besluit van 4 mei 2007 ‘betreffende het rijbewijs, de vakbekwaamheid en de nascholing van bestuurders van voertuigen van de categorieën C1, C1+E, C, C+E, D1, D1+E, D, D+E’, dat bij artikel 58 van het ontwerp gedeeltelijk wordt opgeheven.

### DISPOSITIEF

#### Titel I - Toepassingsgebied

Titel I moet het opschrift “Algemene bepalingen” krijgen, daar hij geen bepaling bevat over het toepassingsgebied van het ontworpen besluit.

<sup>1</sup> Zie advies 67.690/2/V, op 5 augustus 2020 gegeven over een ontwerp dat heeft geleid tot het besluit van de Waalse Regering van 10 september 2020 ‘tot wijziging van het koninklijk besluit van 4 mei 2007 betreffende het rijbewijs, de vakbekwaamheid en de nascholing van bestuurders van voertuigen van de categorieën C1, C1+E, C, C+E, D1, D1+E, D, D+E’, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/67690.pdf>.

### Artikel 1

Artikel 1 moet worden aangevuld met de vermelding van alle richtlijnen tot wijziging van richtlijn 2003/59/EG.

In de Nederlandse tekst moeten de woorden “van het huidige besluit” worden vervangen door de woorden “van dit besluit”. Deze opmerking geldt eveneens voor het vervolg van het dispositief.

### Artikel 2

1. Punt 2° moet worden weggelaten aangezien in het vervolg van het dispositief van het ontwerpbesluit de uitdrukking “koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs” wordt gebruikt.

2. Het woord “minister” wordt in de punten 3° en 34° verschillend gedefinieerd.

Het dispositief moet worden herzien om die incoherentie te verhelpen.

3. In punt 26°, dat een definitie geeft van “nascholing”, moet de verwijzing naar bijlage 1, afdeling 5, van het koninklijk besluit van 4 mei 2007 worden gecorrigeerd.<sup>2</sup>

Die definitie omvat bovendien verschillende regelgevende elementen die in de bepalingen van titel IV – Nascholing zouden moeten staan.

4. In punt 28° moet worden verwezen naar de bepalingen van titel III, zonder hoofdstuk 2 te vermelden, aangezien de structuur van het ontworpen besluit hier verschilt van de structuur van het koninklijk besluit van 4 mei 2007.

5. In punt 31° dient te worden verwezen naar de internrechtelijke tekst waarbij de vermelde bijlage is omgezet.<sup>3</sup>

### Artikel 4

1. In paragraaf 1, eerste lid, 2°, moeten de woorden “en diensten verantwoordelijk voor de handhaving van de openbare orde of onder hun gezag geplaatst” worden vervangen door de woorden “, diensten verantwoordelijk voor de handhaving van de openbare orde en medische

---

<sup>2</sup> Voorts kan worden opgemerkt dat een dergelijke definitie niet voorkomt in artikel 2 van het koninklijk besluit van 4 mei 2007, zoals gewijzigd bij het besluit van de Vlaamse Regering van 17 juli 2020 ‘tot wijziging van diverse bepalingen van het koninklijk besluit van 4 mei 2007 betreffende het rijbewijs, de vakbekwaamheid en de nascholing van bestuurders van voertuigen van de categorieën C1, C1+E, C, C+E, D1, D1+E, D, D+E’, noch in het besluit van de Waalse Regering van 10 september 2020 ‘tot wijziging van het koninklijk besluit van 4 mei 2007 betreffende het rijbewijs, de vakbekwaamheid en de nascholing van bestuurders van voertuigen van de categorieën C1, C1+E, C, C+E, D1, D1+E, D, D+E’.

<sup>3</sup> Vergelijk met artikel 1, 34°, van het koninklijk besluit van 4 mei 2007.

noodvervoersdiensten”, met het oog op een correcte omzetting van artikel 2, lid 1, b), van richtlijn 2003/59/EG van het Parlement en de Raad van 15 juli 2003 ‘betreffende de vakbekwaamheid en de opleiding en nascholing van bestuurders van bepaalde voor goederen- en personenvervoer over de weg bestemde voertuigen, tot wijziging van Verordening (EEG) nr. 3820/85 van de Raad en Richtlijn 91/439/EEG van de Raad en tot intrekking van Richtlijn 76/914/EEG van de Raad’, zoals vervangen bij richtlijn (EU) 2018/645.<sup>4</sup>

2. Paragraaf 1, eerste lid, 6°, beperkt zich ertoe artikel 2, lid 1, f), van richtlijn 2003/59/EG over te nemen, maar voorziet niet in de omzetting ervan. Omdat die bepaling artikel 4, § 3, van het ontwerp overlapt, moet ze worden weggelaten.

3. Paragraaf 1, tweede lid, luidt als volgt:

“In lid 1 wordt met ‘hoofdactiviteit’ bedoeld: 30% of meer van de maandelijkse arbeidsduur”.

In haar advies 67.548/3, op 7 juli 2020 gegeven over het ontwerp dat heeft geleid tot het besluit van de Vlaamse Regering van 17 juli 2020,<sup>5</sup> heeft de afdeling Wetgeving over een soortgelijke bepaling de volgende opmerking gemaakt:

“9.1. In het ontworpen artikel 4, § 1, eerste lid, 3°/1, 6° en 7°, van het koninklijk besluit van 4 mei 2007 (artikel 4, 2°, 5° en 6°, van het ontwerp) wordt in een aantal bijkomende vrijstellingen voorzien van het vereiste van vakbekwaamheid voor bestuurders voor wie het besturen van een voertuig niet de voornaamste activiteit is. Die bepalingen vormen een omzetting van artikel 2, lid 1, d) en h), en lid 3, van richtlijn 2003/59/EG van het Europees Parlement en de Raad van 15 juli 2003 ‘betreffende de vakbekwaamheid en de opleiding en nascholing van bestuurders van bepaalde voor goederen- en personenvervoer over de weg bestemde voertuigen, tot wijziging van Verordening (EEG) nr. 3820/85 van de Raad en Richtlijn 91/439/EEG van de Raad en tot intrekking van Richtlijn 76/914/EEG van de Raad’.

9.2. In het ontworpen artikel 4, § 1, tweede lid, van het hetzelfde koninklijk besluit (artikel 4, 7°, van het ontwerp) wordt hieraan toegevoegd dat in het eerste lid van die bepaling wordt verstaan onder ‘voornaamste activiteit: 30% of meer van de maandelijkse werktijd’. Een dergelijke precisering komt niet voor in de voormelde bepalingen van richtlijn 2003/59/EG.

In de nota aan de Vlaamse Regering wordt hieromtrent het volgende gesteld:

‘Met het ontwerp van besluit wordt het begrip ‘voornaamste activiteit’, overeenkomstig de omschrijving hiervan in de overwegingen bij Richtlijn 2018/645, gedefinieerd als ‘30% of meer van de maandelijkse werktijd’.

<sup>4</sup> Vergelijk met artikel 4, § 1, 2°, van het koninklijk besluit van 4 mei 2007, zoals gewijzigd bij het koninklijk besluit van 30 april 2020 ‘tot gedeeltelijke omzetting van de richtlijn 2018/645 van het Europees Parlement en de Raad van 18 april 2018 tot wijziging van richtlijn 2003/59/EG betreffende de vakbekwaamheid en de opleiding en nascholing van bestuurders van bepaalde voor goederen- en personenvervoer over de weg bestemde voertuigen en richtlijn 2006/126/EG betreffende het rijbewijs’, bij het besluit van de Vlaamse regering van 17 juli 2020 ‘tot wijziging van diverse bepalingen van het koninklijk besluit van 4 mei 2007 betreffende het rijbewijs, de vakbekwaamheid en de nascholing van bestuurders van voertuigen van de categorieën C1, C1+E, C, C+E, D1, D1+E, D, D+E’ of bij het besluit van de Waalse Regering van 10 september 2020.

<sup>5</sup> Advies 67.548/3, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/67548.pdf>.

9.3. Overweging 6 van richtlijn (EU) 2018/645 luidt inderdaad als volgt:

‘Teneinde zekerheid te verschaffen en de samenhang met andere Uniehandelingen te waarborgen, moeten de vrijstellingen in Richtlijn 2003/59/EG op een aantal punten worden gewijzigd, rekening houdend met gelijkaardige vrijstellingen op grond van Verordening (EG) nr. 561/2006 van het Europees Parlement en de Raad.<sup>6</sup> Een aantal van deze vrijstellingen heeft betrekking op situaties waarin het besturen van een voertuig niet de voornaamste activiteit van de bestuurder is en het voor bestuurders een buitensporige last zou opleveren hen voor te schrijven aan de eisen van Richtlijn 2003/59/EG te voldoen. Over het algemeen wordt het besturen van een voertuig niet als de voornaamste activiteit van de bestuurder beschouwd als het minder dan 30 % van de maandelijkse werktijd beslaat.’

Er moet evenwel worden vastgesteld dat, ofschoon de aangehaalde overweging het percentage van 30% vermeldt, de woorden “[o]ver het algemeen” lijken te suggereren dat in sommige gevallen het niet uit te sluiten valt dat de activiteit van een bestuurder voor wie het besturen van een voertuig meer dan 30% van de maandelijkse werktijd beslaat, toch niet moet worden beschouwd als zijn voornaamste activiteit. Daar komt nog bij dat, zoals vermeld, dat percentage enkel in de aangehaalde overweging voorkomt, maar niet in artikel 2 van richtlijn 2003/59/EG.

Gelet hierop lijkt het aangewezen het ontworpen artikel 4, § 1, tweede lid, van het koninklijk besluit van 7 mei 2004 weg te laten of minstens voor bestuurders die het percentage van 30% van de maandelijkse werktijd overschrijden in de mogelijkheid te voorzien aan te tonen dat het besturen van een voertuig niet als hun voornaamste activiteit kan worden beschouwd”.

Die opmerking geldt ook voor artikel 4, § 1, tweede lid.

3. Artikel 4 bevat momenteel twee paragrafen 2. De nummering van de paragrafen moet dan ook worden herzien.

4. In paragraaf 2 (lees: paragraaf 3), tweede lid, moeten de woorden “binnen het koninkrijk” worden vervangen door de woorden “op het grondgebied van het Gewest”, die ook al in het eerste lid van die paragraaf worden gebruikt.

### Artikel 6

In paragraaf 1, eerste en tweede lid, moeten de verwijzingen naar de onderverdelingen van artikel 5 worden verbeterd. De nummering van die onderverdelingen is immers gewijzigd ten opzichte van die van artikel 5 van het koninklijk besluit van 4 mei 2007.

Die opmerking geldt ook voor de artikelen 8, § 4, en 12 van het ontwerp.

<sup>6</sup> Voetnoot 16 van het geciteerde advies: Voetnoot 5 van de aangehaalde verordening: Verordening (EG) nr. 561/2006 van het Europees Parlement en de Raad van 15 maart 2006 tot harmonisatie van bepaalde voorschriften van sociale aard voor het wegvervoer, tot wijziging van Verordeningen (EEG) nr. 3821/85 en (EG) nr. 2135/98 van de Raad en tot intrekking van Verordening (EEG) nr. 3820/85 van de Raad (PB L 102 van 11.4.2006, blz. 1).

### Artikel 7

In paragraaf 1, tweede lid, moeten de woorden “zoals bedoeld in artikel 6, paragraaf 2”, die mee zijn overgenomen uit artikel 5, lid 3, b), van richtlijn 2003/59/EG, worden weggelaten.

### Artikel 8

1. Paragraaf 1, eerste lid, 1°, bepaalt dat code 95, gevolgd door de einddatum van het getuigschrift van vakbekwaamheid, op het rijbewijs wordt aangebracht, achter de categorie van rijbewijs waarvoor de vakbekwaamheid geldig is.

In advies 67.548/3 heeft de afdeling Wetgeving het volgende opgemerkt:

“4.1. De artikelen 6 en 7, 1° en 4°, van het ontwerp strekken ertoe te bepalen dat ten bewijze van het bezit van de vakbekwaamheid de code 95 wordt aangebracht op, onder meer, het rijbewijs.

In het voormelde advies 57.371/VR/3 heeft de Raad van State evenwel opgemerkt dat ‘de regeling van het rijbewijs zelf een federale bevoegdheid [is] gebleven. In het kader van die bevoegdheid komt het aan de federale overheid toe te bepalen hetgeen al dan niet op het rijbewijs wordt vermeld. In zoverre artikel 8, § 1, 1°, en § 2, 1°, van het koninklijk besluit van 4 mei 2007 bepaalt dat de communautaire code 95 door de overheid bedoeld in artikel 7 van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 ‘betreffende het rijbewijs’<sup>7</sup> wordt opgenomen op het rijbewijs, regelt die bepaling een aangelegenheid die tot de federale bevoegdheid behoort. In tegenstelling tot wat de gemachtigde lijkt aan te nemen, vermogen de gewesten niet het aanbrengen van codes op het rijbewijs te regelen.’<sup>8</sup>”

Die opmerking geldt ook voor artikel 8, § 1, eerste lid, 1°, en § 2, 1°, alsook voor artikel 10, §§ 1 en 2.

2. Artikel 8, § 1, tweede lid, bepaalt dat het model van de kwalificatiekaart van bestuurder door de minister of zijn afgevaardigde wordt vastgesteld. Het model van die kaart is echter opgenomen als bijlage bij het ontwerp.

De bepaling moet op dat punt worden herzien.

---

<sup>7</sup> Voetnoot 3 van het geciteerde advies: Voetnoot 37 van het aangehaalde advies: Die bepaling luidt: “Het voorlopige rijbewijs model 3 stemt overeen met het model van bijlage 2.

Het voorlopige rijbewijs wordt afgegeven :

1° aan de personen bedoeld in artikel 3, § 1, 1° en 3°, b) en c), door de burgemeester van de gemeente of door diens gemachtigde waar de aanvrager ingeschreven of vermeld is in het bevolkings-, vreemdelingen- of wachtregister;

2° aan de personen bedoeld in artikel 3, § 1, 2° door de burgemeester van de gemeente of door diens gemachtigde die de bijlage 33 heeft afgegeven;

3° aan de personen bedoeld in artikel 3, § 1, 3°, a), door de Minister van Buitenlandse Zaken of zijn gemachtigde;

4° aan de personen bedoeld in artikel 3, § 1, 4°, door de burgemeester of diens gemachtigde, van de gemeente waar de Belgische onderwijsinstelling zich bevindt waar de aanvrager is ingeschreven.

(...)”.

<sup>8</sup> Voetnoot 4 van het geciteerde advies: Adv.RvS 57.371/VR/3 van 15 juni 2015, opmerking 17.4.

### Artikelen 9, 15, 46 en 54

In de artikelen 9, § 4, tweede lid, en 54, § 3, tweede en derde lid, wordt in de indexeringsformule met de gezondheidsindex gewerkt, terwijl in de artikelen 15, § 4, tweede lid, en 46, § 4 (lees: § 3),<sup>9</sup> verwezen wordt naar de index van de consumptieprijzen.

Het is de afdeling Wetgeving niet duidelijk welke redenen ten grondslag liggen aan dat verschil. Die bepalingen moeten opnieuw onderzocht worden.

### Artikel 18

In paragraaf 1, 5°, moeten de woorden “de Federale Overheidsdienst Mobiliteit en Vervoer” vervangen worden door de vermelding van de bevoegde gewestelijke dienst.

Bovendien moet vooraan in artikel 18 de vermelding “§ 1” ingevoegd worden.

### Artikel 21

1. De samenhang dient hersteld te worden tussen de paragrafen 1, eerste lid (theoretisch examen), en 2, eerste lid (praktisch examen), wat de vermelding van de Duitse taal betreft.

2. In de eerste zin van paragraaf 2, tweede lid, moeten de woorden “theoretisch examen” vervangen worden door de woorden “praktisch examen”.<sup>10</sup>

In de tweede zin van hetzelfde lid moet de vermelding van het besluit van de Vlaamse Regering van 15 januari 2016 ‘houdende de vaststelling van overkoepelende regels voor het centraal tolkenbureau voor de beleidsdomeinen Onderwijs en Welzijn, Volksgezondheid en Gezin’ weggelaten worden.

### Artikel 29

In de Franse tekst moet in paragraaf 2, tweede zin, het woord “place” ingevoegd worden na het werkwoord “prendre”.

---

<sup>9</sup> Wat de onderverdelingen van die bepaling betreft, wordt verwezen naar de opmerking bij artikel 46.

<sup>10</sup> Vergelijk met artikel 27, § 2, tweede lid, van het koninklijk besluit van 4 mei 2007, zoals vervangen bij het besluit van de Vlaamse Regering van 20 januari 2020 ‘tot wijziging van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs, het koninklijk besluit van 10 juli 2006 betreffende het rijbewijs voor voertuigen van categorie B en het koninklijk besluit van 4 mei 2007 betreffende het rijbewijs, de vakbekwaamheid en de nascholing van bestuurders van voertuigen van de categorieën C1, C1+E, C, C+E, D1, D1+E, D, D+E’.

### Artikel 36

In paragraaf 3, eerste, tweede, derde en vierde lid, moet de verwijzing naar artikel 30, § 1, 2°, vervangen worden door een verwijzing naar artikel 37, § 1, 2°. <sup>11</sup>

### Artikel 37

1. In paragraaf 5 moeten de woorden “In het geval bedoeld in artikel 38 van het huidige besluit” vervangen worden door de woorden “In het geval bedoeld in artikel 39 van dit besluit”. <sup>12</sup>

2. In advies 62.818/4, op 7 februari 2018 gegeven over een ontwerp dat geleid heeft tot het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 29 maart 2018 ‘betreffende de rijopleiding en het rijexamen van categorie van motorvoertuigen B en bepaalde aspecten voor alle categorieën van motorvoertuigen’, heeft de afdeling Wetgeving de volgende opmerking geformuleerd met betrekking tot artikel 3.2.12:

“2. De laatste zin van paragraaf 5 luidt als volgt:

‘In het geval bedoeld in artikel 4.1.3, § 1, wordt het slagen voor het praktische examen vermeld op de aanvraag om een rijbewijs door de overheid bedoeld in artikel 7 van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs.’

Het geval bedoeld in artikel 4.1.3., § 1, is dat waarin de beroepscommissie beslist dat de kandidaat geslaagd is voor het examen op grond van het verslag van de ambtenaar van de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel Mobiliteit.

Er dient op gewezen te worden dat de overheid bedoeld in artikel 7 van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 de burgemeester zou kunnen zijn van een gemeente die in een ander gewest gelegen is of zijn gemachtigde, <sup>13</sup> alsook de federale minister van Buitenlandse Zaken, <sup>14</sup> en dat het de steller van het ontwerp niet toekomt hen de desbetreffende verplichting op te leggen.

Paragraaf 5 moet dan ook herzien worden teneinde die verplichting op te leggen aan een persoon die onder de bevoegdheid valt van de steller. Dat zou bijvoorbeeld de ambtenaar van de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel Mobiliteit kunnen zijn.”

Die opmerking geldt eveneens voor artikel 37, § 5.

<sup>11</sup> Vergelijk met artikel 36, § 2, van het ontwerp en met artikel 41/1, § 3, van het koninklijk besluit van 4 mei 2007.

<sup>12</sup> Vergelijk met artikel 42, § 5, van het koninklijk besluit van 4 mei 2007, waarin verwezen wordt naar artikel 44 van hetzelfde besluit.

<sup>13</sup> Voetnoot 11 van het geciteerde advies: Gelet op de vrijheid van keuze vastgelegd in artikel 6, § 1, XII, 6°, BWHI.

<sup>14</sup> Voetnoot 12 van het geciteerde advies: Zie artikel 7, tweede lid, 3°, van het koninklijk besluit van 23 maart 1998.

### Artikel 39

Artikel 39 – dat verwijst naar de artikelen 47 en 61 van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 – voorziet in geval van niet-slagen voor het praktisch examen in een soortgelijke beroepsprocedure als die waarin artikel 44 van het koninklijk besluit van 4 mei 2007 voorziet.

De artikelen 47 en 61, eerste lid, 8°, van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 zijn echter opgeheven bij artikel 8.2 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 29 maart 2018.

In de voorliggende bepaling dient dan ook verwezen te worden naar de bepalingen van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 29 maart 2018 die betrekking hebben op de beroepen tegen de beslissingen houdende vaststelling van het niet-slagen voor het praktisch examen.

De bepaling moet dienovereenkomstig herzien worden.

### Artikel 40

Paragraaf 2, tweede lid, moet herzien worden in zoverre artikel 75 van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 waarnaar daarin verwezen wordt, opgeheven is bij het koninklijk besluit van 18 november 2011 ‘betreffende de kruispuntbank van de rijbewijzen’.

### Artikel 41

Het is de afdeling Wetgeving niet duidelijk wat de strekking is van de woorden “Overeenkomstig het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs” in het eerste lid.

Die woorden moeten weggelaten worden.<sup>15</sup>

### Artikel 43

Paragraaf 1, eerste lid, 1°, verwijst naar de bijlage “bij het huidige (lees: bij dit) besluit” voor wat betreft de infrastructuur en het lesmateriaal waarover de erkende opleidingscentra die de nascholing organiseren moeten beschikken.

Het ontwerp bevat evenwel slechts één bijlage, namelijk die betreffende het model van kwalificatiekaart van bestuurder. Ofwel moet dus een tweede bijlage bij het besluit worden gevoegd, ofwel moet de bepaling herzien worden.

---

<sup>15</sup> Vergelijk met artikel 45/1, eerste lid, van het koninklijk besluit van 4 mei 2007, dat ingevoegd is bij het besluit van de Vlaamse Regering van 17 juli 2020.

### Artikel 44 (nieuw)

Artikel 43 bevat vier paragrafen. Het tweede lid beginnend met de woorden “Op eenvoudig verzoek ...” vormt in feite artikel 44 van het ontwerp.

De nummering van de daaropvolgende artikelen moet herzien worden evenals alle interne verwijzingen die in die artikelen opgenomen zijn.

### Titel IV – Controle en vergoedingen

De (tweede) titel IV “Controle en vergoedingen” moet vernummerd worden tot “Titel V”.

### Artikel 46

Paragraaf 4 moet vernummerd worden tot “§ 3”. Het tweede lid van paragraaf 2 moet het tweede lid van die paragraaf 3 vormen.

### Artikel 50

1. In het eerste lid, 2°, dient naar titel V verwezen te worden in plaats van naar titel VI.

2. In het tweede lid wordt artikel 6 van verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 overgenomen.

Er bestaat geen grond om regels te herhalen of te parafraseren die reeds vervat zijn in een Europese verordening. Een Europese verordening, die op zich reeds voldoende precies en volledig is, is immers rechtstreeks toepasselijk in de interne rechtsorde en behoeft geen omzetting.<sup>16</sup>

Het tweede lid moet dan ook weggelaten worden.

Die opmerking geldt *mutatis mutandis* ook voor artikel 53, eerste en derde lid, van het ontwerp.

### Titel V – Overgangs-, opheffings- en slotbepalingen

“Titel V – Overgangs-, opheffings- en slotbepalingen” moet vernummerd worden tot “titel VI”.

<sup>16</sup> Zie in die zin *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, [www.raadvst-consetat.be](http://www.raadvst-consetat.be), tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 182.

### Artikel 52

In artikel 52 wordt de overgangsbepaling overgenomen die vervat is in artikel 74bis/1 van het koninklijk besluit van 4 mei 2007 dat ingevoegd is bij het koninklijk besluit van 15 november 2013.

Gelet op de geldigheidsduur van de voorlopige rijbewijzen en van het slagen voor de betrokken examens, ziet de afdeling Wetgeving niet in wat het nut ervan is om die overgangsbepaling te behouden.

Dat artikel moet weggelaten worden tenzij de steller van het ontwerp het nut ervan kan aantonen.

### Artikel 53

Wat in het tweede lid bepaald wordt, is onvolledig en moet herzien worden.

### Artikel 54

1. Artikel 54 bepaalt het bedrag van de vergoedingen die verschuldigd zijn voor de examens waarin het ontworpen besluit voorziet. Die bepaling hoort veeleer thuis in hoofdstuk II “Vergoedingen” van titel V.

2. De interne verwijzingen naar de bepalingen van het ontwerp die betrekking hebben op de verschillende soorten examens bevatten tal van fouten en moeten zorgvuldig herzien worden.

### Artikel 56

1. In artikel 56 wordt de overgangsbepaling overgenomen die in artikel 76/1 van het koninklijk besluit van 4 mei 2007 ingevoegd is bij artikel 14 van het besluit van de Vlaamse Regering van 17 juli 2020.

Die overgangsbepaling moet aldus herzien worden dat daarin verwezen wordt naar de kwalificatiekaarten van bestuurder die afgegeven zijn vóór de datum van inwerkingtreding van het ontworpen besluit.<sup>17</sup>

2. De steller van het ontwerp moet nagaan of niet in een soortgelijke overgangsbepaling voorzien moet worden ten behoeve van de opleidingscentra die reeds erkend zijn overeenkomstig de artikelen 46 en volgende van het koninklijk besluit van 4 mei 2007.

---

<sup>17</sup> Het besluit van de Waalse Regering van 10 september 2020 bevat eveneens een soortgelijke overgangsbepaling.

### Artikel 57

1. De woorden “Voor de toepassing van artikel 40, lid 2 en lid 3” en de woorden “bedoeld in artikel 40, lid 1,” moeten respectievelijk vervangen worden door de woorden “Voor de toepassing van artikel 41, tweede en derde lid” en de woorden “bedoeld in artikel 41, eerste lid.”.

2. De woorden “vanaf de datum van inwerkingtreding van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van XXX tot wijziging van het koninklijk besluit van 4 mei 2007 betreffende het rijbewijs, de vakbekwaamheid en de bijscholing van bestuurders van voertuigen van de categorieën C1, C1+E, C, C+E, D1, D1+E, D, D+E” moeten tevens vervangen worden door de woorden “vanaf de datum van inwerkingtreding van dit besluit”.

### Artikel 58

Artikel 58 luidt als volgt:

“Het koninklijk besluit van 4 mei 2007 betreffende het rijbewijs, de vakbekwaamheid en de nascholing van bestuurders van voertuigen van de categorieën C1, C1+E, C, C+E, D1, D1+E, D, D+E wordt opgeheven, met uitzondering van de bepalingen van dit besluit die niet worden vervangen en voor wat betreft het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.”

Bovendien wordt in verscheidene artikelen van het ontworpen besluit verwezen naar de bijlagen bij dat koninklijk besluit.

Een dergelijke bepaling, die aanleiding geeft tot rechtsonzekerheid,<sup>18</sup> is niet aanvaardbaar. De steller van het ontwerp moet immers, als hij beslist de bepalingen van het koninklijk besluit van 4 mei 2007 op te heffen die tot de bevoegdheid van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest behoren, ofwel dat besluit vervangen door een nieuw en volledig regelgevend dispositief, ofwel in de huidige regelgeving de aanpassingen aanbrengen die in het kader van de evolutie van die materie vereist zijn, door het koninklijk besluit van 4 mei 2007 te wijzigen naar het voorbeeld van de oplossing waarvoor het Vlaams en het Waals Gewest gekozen hebben.<sup>19</sup>

Het verdient aanbeveling om voor de tweede optie te kiezen, aangezien het voorliggende ontwerp er zich, wat het merendeel van zijn bepalingen betreft, toe beperkt de artikelen van het koninklijk besluit van 4 mei 2007 over te nemen.

### Artikel 59

Artikel 59 bepaalt dat het ontworpen besluit in werking treedt op de eerste dag na de dag van de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

<sup>18</sup> Op dit punt wordt inzonderheid verwezen naar de opmerking met betrekking tot artikel 8 van het ontwerp.

<sup>19</sup> Zie de besluiten van de Vlaamse Regering van 17 juli 2020 en van de Waalse Regering van 10 september 2020.

Tenzij er een specifieke reden bestaat om af te wijken van de gangbare termijn van inwerkingtreding bepaald bij artikel 39, derde lid, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 'met betrekking tot de Brusselse Instellingen', dient in beginsel te worden afgezien van de onmiddellijke inwerkingtreding teneinde elkeen een redelijke termijn te geven om kennis te nemen van de nieuwe regels.

### SLOTOPMERKING

Aan het einde van het dispositief moet een uitvoeringsbepaling toegevoegd worden.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Martine BAGUET